

LECO

de la semaine

01 au 07 Mars 2025



SOMMAIRE

Consommation - les friperies fragilisent l'industrie textile.....	2
Électrification rurale : Des centaines de villages bénéficiaires grâce au 3P.....	2
Pêche et Tourisme : Application d'une Intelligence artificielle pour prévenir les accidents en mer	3
Ressources halieutiques - La pêche crevettière reprend	4
Ambohibary Moramanga : 1.000 hectares dédiés à la riziculture.....	4
Fikambanan'ny Orinasa Malagasy (FOM) : soutien aux très petites et moyennes entreprises	5
MWC 2025 - Huawei présente sa nouvelle solution réseau centrée sur l'IA.....	6
STAT SANOI : Une révolution dans la gestion des données agricoles et alimentaires.....	6
Filière algue : l'algoculture se porte bien à Sainte-Marie.....	7
Nandritra ny taona 2024 : Nampidi-bola 12,1 miliara Ar ny makamba	7
Stéphanie Delmotte - «Les données, une valeur stratégique comparable à celle de l'or»	8
BANQUE - La Poste se lance dans la microfinance.....	9
Nouveaux prix des carburants : le sans-plomb en baisse, le gasoil et le pétrole lampant en hausse	10
Collaboration - Renforcement des capacités de la Douane avec Afritac	11
Empreinte verte : la Star renforce son engagement écologique	11
Performance – Le risque de faire faillite pour les sociétés à participation majoritaire de l'Etat est “faible”, selon le ministère des Finances	11
Microfinance – Paositra Finances marque sa présence sur six grandes villes à Madagascar	12
Sécurité alimentaire et nutrition : Conférence des pays membres de la COI à Antananarivo du 19 au 21 mars.....	12
Vakinankaratra : Création de nouvelles opportunités d'affaires	13
Développement de Madagascar : les petites entreprises prêtes à apporter leur contribution	13

Consommation - les friperies fragilisent l'industrie textile

IRINA TSIMIJALY | 01 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le marché des friperies, bien ancré à Madagascar, met en péril l'industrie textile locale. Face à cette situation, des mesures de régulation sont à l'étude pour protéger le secteur tout en préservant la libre concurrence.

Avec seulement 500 ariary, Jeanne, mère de famille, peut acheter un tee-shirt pour son fils, alors que dans un magasin de vêtements classique, un article neuf coûte environ 10 000 ariary. Cette disparité illustre les contraintes du pouvoir d'achat à Madagascar, où plus de 92 % de la population vit avec moins de 2 dollars PPA par jour, selon la Banque mondiale.



Chaque année, Madagascar importe près de 80 000 tonnes de friperies, d'après les Nations unies. Ce marché en pleine expansion représente un défi pour l'industrie textile locale, déjà fragilisée. « Nous ne voulons pas interdire brutalement les friperies, mais nous plaidons pour un contrôle de leur qualité et une régulation progressive de leur importation », souligne Jean-Baptiste Malsch, directeur général de Somacou, lors d'un atelier sur la stratégie textile de l'habillement. Outre l'impact économique, l'afflux massif de vêtements de seconde main soulève des préoccupations environnementales et sanitaires.

Cependant, une interdiction pure et simple n'est pas envisageable. « Madagascar a fait le choix d'adhérer à la

libre concurrence au sein du marché mondial », rappelle Isidore Razanakoto, directeur général du Commerce.

Relance en cours

Tout en maintenant cette ouverture, des mesures comme l'instauration d'un quota d'importation sont envisagées pour permettre aux entreprises locales de s'adapter et de renforcer la production artisanale et industrielle.

Malgré ces défis, le secteur textile malgache connaît un regain d'activité, notamment grâce au statut d'Entreprise Franche. L'Economic Development Board of Madagascar (EDBM) observe une progression des investissements : neuf nouvelles entreprises ont été enregistrées en 2024, contre six en 2023 et trois en 2022. L'investissement prévu pour 2024 s'élève à 34 millions de dollars, en forte hausse par rapport aux 22,5 millions de dollars de 2023. Le textile reste le principal bénéficiaire de ce statut, avec 66,67 % des agréments accordés cette année.

Un projet d'envergure prévoit l'installation de 20 lignes de production sur 25 000 m² dans la région Analamanga, avec un investissement de 30 millions de dollars et la création de 6 445 emplois. Pour soutenir cette dynamique, l'EDBM travaille à renforcer le cadre juridique des zones franches et à garantir que seuls les acteurs conformes bénéficient des avantages fiscaux. Une réforme législative pourrait être soumise aux sessions parlementaires de 2025.

Dans ce contexte, la relance du secteur textile pourrait jouer un rôle clé dans la création d'emplois et la réduction de la dépendance aux importations de vêtements. La mise en place de quotas sur les friperies, couplée à un soutien accru à la production locale de tissus et de matières premières, apparaît comme une solution pour rééquilibrer le marché et renforcer la compétitivité des entreprises malgaches.

Électrification rurale : Des centaines de villages bénéficiaires grâce au 3P

ANTSIA R. | 01 MARS | MIDI-MADAGASIKARA

Les mini-réseaux se déploient rapidement dans les zones rurales, grâce aux partenariats noués par le ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures avec des entreprises privées.

Un nouveau jalon a été franchi dans le cadre du partenariat public-privé (3P) pour améliorer l'accès à l'énergie à Madagascar. Le ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, Olivier Jean-Baptiste, a rencontré une délégation de l'entreprise Welight, dirigée par son DG, Romain de Villeneuve, à Andraharo. L'objectif de cette rencontre était de discuter de l'extension du réseau d'approvisionnement en électricité dans les zones rurales, un projet essentiel pour l'avenir énergétique du pays. Actuellement, 172 villages bénéficient déjà de l'accès à

l'électricité grâce à des mini-réseaux, une initiative qui a changé la vie de milliers de Malgaches. De plus, 400 autres villages, chacun avec une population d'environ 300 habitants, ont déjà fait l'objet d'études préalables pour étendre ce service. L'ambition est d'étendre l'approvisionnement en électricité dans les zones rurales à travers l'installation de centrales solaires.

Projets en cours

Lors de cette réunion, plusieurs points importants ont été abordés. Parmi ceux-ci, la mise en place de stratégies visant à renforcer l'approvisionnement en électricité à travers le projet DECIM, qui sera essentiel pour répondre aux besoins croissants en énergie dans les régions éloignées. L'entreprise Welight a également partagé ses contributions lors du dernier forum M300 et a présenté ses objectifs pour les années à venir, notamment jusqu'en 2030. Un des principaux objectifs de cette rencontre était de renforcer la coopération entre l'État malgache et le secteur privé, en particulier dans le cadre du développement du partenariat public-privé (3P). L'un des enjeux

majeurs est d'augmenter de manière significative le taux d'accès à l'électricité à Madagascar, avec pour ambition de doubler ce taux d'ici les prochaines années. La réunion a aussi permis à Welight de présenter les technologies qu'elle utilise pour assurer un suivi précis et en temps réel de la production et de la consommation d'énergie sur chaque mini-réseau. Ces logiciels sophistiqués permettent de suivre l'usage de l'électricité dans les villages concernés, assurant ainsi une gestion optimale et réactive de l'approvisionnement. Bref, la collaboration du MEH avec des entreprises comme Welight ouvre la voie à des solutions innovantes et durables pour résoudre les défis énergétiques de Madagascar.

Pêche et Tourisme : Application d'une Intelligence artificielle pour prévenir les accidents en mer

NAVALONA R. | 01 MARS | MIDI-MADAGASIKARA

Mitao Forecast Africa, une entreprise innovante dans la technologie climatique, a développé une solution accessible et inclusive aux communautés des pêcheurs, permettant d'anticiper les risques climatiques dans le secteur de la pêche.

Plus haute précision

Il s'agit d'une technologie avancée permettant de prévenir les accidents en mer tout en optimisant la planification des activités agricoles et sécurisant les secteurs sensibles face aux aléas climatiques. « Nous utilisons les informations météorologiques fournies par la direction générale de la météorologie. L'application de l'intelligence artificielle permet d'accélérer l'analyse et le traitement de ces données météorologiques avec une plus haute précision. On les transmet ensuite sous forme de codes couleurs pour être accessibles aux communautés de pêcheurs, même aux enfants de 5 ans dans des zones reculées et hors réseau. En outre, on a mis en place un Système d'alerte précoce de proximité, un dispositif conçu pour anticiper les dangers météorologiques tout en informant les communautés à risque de manière simple et intuitive », a expliqué Toky Sylvestre, le fondateur de Mitao Forecast Africa, lors du lancement officiel de son projet hier au Novotel.

Vulgariser en Afrique

Depuis sa phase pilote en 2014, « ce système a connu une efficacité avec une réduction de 98% des risques d'accidents mortels en mer tout en protégeant près de 700 000 personnes dans les zones côtières si auparavant on a enregistré mensuellement entre 3 à 5 pêcheurs qui périssent en mer.

Cette innovation technologique permet de renforcer la résilience des communautés des pêcheurs face aux aléas climatiques car elle est à la portée de tous », a-t-il ajouté. Selon le ministre de la Pêche et de l'Économie bleue, Paubert Mahatante, son département a collaboré avec

Mitao Forecast Africa pour mettre en place 3 000 panneaux météorologiques dans 3 000 villages où vivent près de 150 000 pêcheurs. Et lui de préciser qu'en Afrique, 11 millions de pêcheurs issus des 38 pays côtiers risquent leur vie à chaque sortie en mer. Les promoteurs affirment ainsi leur ambition de vulgariser cette technologie innovante en Afrique, voire dans le monde.



De son côté, la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Viviane Dewa, a souligné qu'il est indispensable de disposer à l'avance des informations météorologiques pour assurer la sécurité des touristes en mer. En effet, 40% d'entre eux pratiquent les activités nautiques telles que la sortie en pirogue.

Ressources halieutiques - La pêche crevettière reprend

IRINA TSIMIJALY | 03 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La pêche aux crevettes a repris le 1er mars 2025 après trois mois de fermeture. Ce secteur clé de l'économie malgache doit faire face à des défis liés à la durabilité et à la régulation.



Le 1er mars 2025, après une interruption de trois mois, la pêche aux crevettes a officiellement repris à Madagascar. Cette fermeture annuelle, observée du 1er décembre au 28 ou 29 février, vise à assurer la régénération des ressources marines et à garantir la durabilité du secteur. Elle permet également aux entreprises de pêche d'entretenir leur flotte et de se préparer à la nouvelle saison.

Madagascar est un acteur majeur du marché africain des crevettes, représentant environ 12,5 % des exportations du continent. En 2024, la production nationale a atteint 3 546 tonnes, dont 3 065 tonnes exportées et 481 tonnes consommées localement. Ce secteur constitue une source de revenus significative pour l'État, générant chaque année entre 15 et 16 milliards d'ariary. Les 38 licences de pêche délivrées en 2024 ont permis de collecter 12,131 milliards d'ariary en recettes fiscales, tandis que la valeur totale des exportations est estimée à 105,677 milliards d'ariary.

Malgré son importance économique, la filière fait face à de nombreux défis. La pêche illégale représenterait près de

50 % de la production, compliquant ainsi le contrôle des ressources et la gestion des stocks.

Subsistance

La surpêche et la dégradation des habitats marins, en particulier des mangroves où grandissent les juvéniles, menacent également la pérennité de l'activité. Par ailleurs, seule une pirogue sur cinq est enregistrée auprès des autorités, ce qui limite considérablement le suivi des captures et le respect des quotas.

Pour de nombreux pêcheurs artisanaux, la pêche aux crevettes demeure une source de revenus essentielle. Lors des périodes de fermeture, ils tentent de capturer d'autres espèces, mais ces alternatives ne suffisent pas toujours à compenser le manque à gagner. «Quand la pêche est fermée, on essaie de capturer d'autres espèces. Mais c'est vraiment avec les crevettes qu'on peut subvenir aux besoins de nos familles», témoigne un pêcheur de Mahajanga.

Face à ces enjeux, le gouvernement malgache mise sur une approche visant à concilier rentabilité et préservation des ressources. «Le gouvernement cherche à trouver un équilibre entre une pêche rentable et une pêche respectueuse de l'environnement, tout en tenant compte du rôle essentiel de l'humain dans ce processus», a déclaré le ministre de la Pêche et de l'Économie Bleue, Mahatante Paubert. Madagascar s'est engagé dans l'Initiative pour la Transparence des Pêches (FiTI) afin d'améliorer la gouvernance et la transparence du secteur halieutique.

Un atelier sur la pêche aux crevettes, organisé les 27 et 28 février 2025 à Mahajanga, a permis d'approuver un cadre pour une gestion plus durable, d'identifier des innovations et d'évaluer les progrès réalisés. Si la volonté de mieux encadrer le secteur semble évidente, sa mise en œuvre reste un défi de taille face aux réalités économiques et sociales du pays.

Ambohibary Moramanga : 1.000 hectares dédiés à la riziculture

ARH. | 03 MARS | LES NOUVELLES

La transformation agricole à Madagascar prend corps au lendemain de l'officialisation du partenariat entre le gouvernement malgache et le groupe chinois Sinomach Hainan, avec l'appui de l'Académie chinoise des Sciences agricoles de Hainan.

Parmi les projets prévus, la construction d'un barrage d'irrigation sur 1.000 hectares de terres cultivables, dans la commune rurale d'Ambohibary, district de Moramanga, région Alaotra Mangoro. Cette infrastructure, financée par Sinomach, devrait permettre une gestion optimale de l'eau et améliorer les rendements agricoles.

L'introduction de semences améliorées devrait doubler, voire tripler, la production rizicole à Ambohibary et ainsi accroître les revenus pour les agriculteurs. La secrétaire d'Etat en charge de la Souveraineté alimentaire, Tahian'Ny Avo Razanamahefa, a visité la commune d'Ambohibary

pour évaluer les besoins de développement et a confirmé la volonté d'accélérer la transformation agricole.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la politique de développement infrastructurel du gouvernement malgache. D'ailleurs, la réhabilitation de la route nationale 44, qui désenclave plusieurs zones agricoles, facilite déjà le transport des produits vers les marchés.

« Un axe routier reliant Ambohibary à cette route viendra renforcer l'accès aux circuits commerciaux », indique le secrétariat d'Etat en charge de la Souveraineté alimentaire.

Dans cette optique, des kiosques numériques seront installés pour offrir des formations et des conseils techniques aux agriculteurs. « Ces espaces interactifs favoriseront la professionnalisation du secteur et l'adoption de pratiques agricoles modernes ». Un projet de construction d'une usine de transformation du riz permettra de valoriser localement la production et de créer des emplois durables.

L'implication des exploitants agricoles locaux est aussi au cœur de ce projet. Des formations spécifiques seront dispensées pour qu'ils puissent se familiariser avec l'utilisation des semences améliorées et des pratiques modernes.

Fikambanan'ny Orinasa Malagasy (FOM) : soutien aux très petites et moyennes entreprises

ARH. | 03 MARS | LES NOUVELLES

Depuis sa création en 2017, la Fikambanan'ny Orinasa Malagasy (FOM), ou l'Association des entreprises malgaches, fondée par Herintsalama Rajaonarivelo, œuvre pour soutenir les très petites et moyennes entreprises (TPME) du pays.

Regroupant aujourd'hui plus de 500 entreprises, dont des petites structures et d'entreprises individuelles, la FOM se veut être un acteur de promotion et de développement du secteur entrepreneurial à Madagascar.

De nombreux malgaches aspirent à se lancer dans l'entrepreneuriat, mais ils rencontrent plusieurs obstacles, notamment le financement, la capacité de gérer une entreprise et les contraintes liées au secteur informel. De nombreux projets échouent, contraignant leurs dirigeants à cesser leurs activités.

Face à cette situation, la FOM se donne pour mission de mieux comprendre les besoins de ses adhérents. A travers des rencontres régulières, elle recueille des informations sur leurs activités afin de leur offrir des conseils personnalisés.

« Ces recommandations touchent différents aspects de leur gestion : amélioration des produits, expansion commerciale, et renforcement de la gestion financière. En effet, une majorité des TPME n'ont pas encore mis en place des comptes transparents, ce qui freine leur développement », a fait savoir Fanja Rakotondrainibe, responsable de la Commission formation au sein de la FOM.

Des entreprises plus professionnelles

La FOM propose également des formations spécifiques, notamment en informatique, pour permettre aux entrepreneurs de gérer plus efficacement leurs entreprises. Des sessions sont aussi organisées pour les aider à créer des pages sur les réseaux sociaux ou à concevoir des sites web, afin de mieux promouvoir leurs produits et services.

Aina Rakotoarimanitra, un des administrateurs de la FOM, souligne que « Ces démarches visent à rendre ces entreprises plus visibles et compétitives, tant sur le marché local qu'international ».

L'association travaille également en collaboration avec le Fonds de formation professionnelle malgache (FMFP), pour renforcer son offre de formation et de développement. Et Fanja Rakotondrainibe précise que l'objectif principal est d'aider les entreprises à devenir plus professionnelles. « Les entreprises qui sont déjà établies mais qui ne sont pas encore pleinement structurées, bénéficient de l'aide la plus soutenue ».

La FOM dispose de nombreux experts parmi ses membres, allant des juristes spécialisés dans la législation des entreprises aux investisseurs internationaux prêts à conseiller sur des opportunités d'expansion à l'étranger. Ces ressources sont mises à la disposition des entrepreneurs, pour leur permettre de se développer et de diversifier leurs marchés.

L'adhésion à la FOM est ouverte à tous les entrepreneurs, moyennant une cotisation annuelle. Cependant, loin d'être une organisation à but lucratif, la FOM met l'accent sur l'entraide, la solidarité et l'unité entre les entrepreneurs malgaches.

MWC 2025 - Huawei présente sa nouvelle solution réseau centrée sur l'IA

04 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Lors du Mobile World Congress (MWC) de Barcelone, le 3 mars 2025, Yang Chaobin, membre du conseil d'administration de Huawei et PDG du groupe d'affaires ICT, a présenté une nouvelle solution réseau centrée sur l'intelligence artificielle (IA). Cette innovation vise à aider les opérateurs télécoms à exploiter pleinement les opportunités offertes par l'IA en améliorant la connectivité, la gestion des réseaux et les modèles commerciaux.

L'intégration accrue de l'IA dans les réseaux permettra aux opérateurs d'optimiser l'utilisation des ressources, telles que le routage et la bande passante, assurant ainsi aux applications intelligentes un accès universel au réseau, des vitesses élevées en upload et download, et une garantie de qualité de service. Face à la complexité croissante des services d'IA, il est essentiel de passer d'une gestion réseau centrée sur les ressources à une approche axée sur les applications. La solution de Huawei offre une maintenance prédictive, une optimisation de l'expérience utilisateur basée sur la compréhension des applications et des opérations plus personnalisées, améliorant ainsi l'efficacité de la gestion réseau et l'expérience utilisateur. Pour les utilisateurs individuels, les réseaux centrés sur l'IA peuvent fournir une expérience adaptée en ajustant précisément la bande passante, la latence et la fiabilité selon les besoins. Pour les organisations, ces réseaux peuvent surmonter les limitations actuelles en matière de

capacité et de temps de réponse, soutenant ainsi des interactions plus avancées entre humains et agents intelligents. Au niveau sociétal, ces réseaux faciliteront une connectivité omniprésente, accélérant l'adoption de l'IA dans des domaines tels que l'éducation et la santé, apportant une valeur ajoutée aux communautés mondiales.



Yang Chaobin a conclu en appelant à une collaboration au sein de l'industrie des télécommunications. En partageant les capacités réseau, en collaborant avec diverses industries et en innovant selon les besoins spécifiques, le secteur peut exploiter pleinement les nouvelles opportunités de croissance à l'ère de l'IA et rapprocher le monde d'un avenir plus intelligent.

STAT SANOI : Une révolution dans la gestion des données agricoles et alimentaires

ANTSA R. | 04 MARS | MIDI-MADAGASIKARA

Des données fiables sur l'agriculture, l'élevage, la pêche, la nutrition, la pauvreté, etc. sont désormais disponibles pour les étudiants, chercheurs, porteurs de projets et partenaires de développement, grâce à la plateforme Stat SANOI.

Le 26 février dernier, le projet STAT SANOI, financé par l'Union européenne et mis en œuvre par la FAO, avec le soutien de la Commission de l'Océan Indien (COI), a officiellement atteint son terme. Cet événement ne marque pas une fin, mais plutôt un tournant stratégique pour l'amélioration de la gestion des données sur l'agriculture, l'alimentation et la nutrition dans l'océan Indien. Grâce à la plateforme stat-sanoi.org, les pays de l'océan Indien – Madagascar, Maurice, les Comores et les Seychelles – disposent désormais d'un outil performant et accessible pour consulter des données actualisées et validées par leurs institutions nationales de statistique. Cette avancée majeure bénéficie aux chercheurs, étudiants, porteurs de projets, bailleurs et décideurs politiques, leur permettant de fonder leurs analyses et décisions sur des informations factuelles et harmonisées.

Gouvernance modernisée

L'objectif du programme est de renforcer les capacités des gouvernements à formuler des politiques adaptées en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, en prenant en compte les défis spécifiques de la région. A noter que les pays de l'océan Indien font face à de nombreux défis, notamment la dépendance aux importations, les rendant vulnérables aux fluctuations des marchés mondiaux ; les changements climatiques, qui perturbent la production agricole et les ressources halieutiques ; et surtout la malnutrition et les maladies alimentaires, qui restent des enjeux de santé publique. En réponse, STAT SANOI met en place un système d'information régional capable d'anticiper ces risques et d'aider à la prise de décision grâce à une planification stratégique plus efficace. Par ailleurs, les plateformes développées dans le cadre du projet fonctionnent sur une architecture web avancée, accessible depuis un navigateur sur ordinateur ou mobile. Elles permettent de stocker, traiter et diffuser des données via des services web, garantissant leur mise à jour régulière, d'harmoniser les informations nationales pour une meilleure intégration régionale, et de faciliter la collaboration entre les institutions des différents pays partenaires.

Référence. En renforçant la qualité et l'accessibilité des données, STAT SANOI devient un levier stratégique pour des politiques agricoles et nutritionnelles adaptées aux réalités locales. Comme le projet STAT SANOI a abouti à ses fins, ses acquis perdureront grâce à une gestion continue des plateformes par des task forces nationales et régionales. Selon ses promoteurs, cette initiative assure la pérennité de l'accès aux données, l'automatisation des flux d'information entre les institutions nationales, et une

amélioration constante des outils en fonction des besoins des acteurs du secteur. Avec cette avancée, les pays de l'océan Indien disposent désormais d'un système robuste et structuré pour optimiser la gestion des ressources agricoles et alimentaires. STAT SANOI s'impose ainsi comme un modèle régional de coopération et d'innovation, offrant aux gouvernements les outils nécessaires pour garantir une sécurité alimentaire durable.

Filière algue : l'algoculture se porte bien à Sainte-Marie

JEAN RIANA | 04 MARS | LES NOUVELLES

L'algoculture se porte bien à Sainte-Marie avec une production d'algues sèches atteignant 731 tonnes, en progression de 73%, selon le rapport d'activité 2024 de Nosy Boraha Seaweed (NBS), société spécialisée dans la culture d'algues rouges *Kappaphycus* sp.

Le bilan est plus que satisfaisant. Cette hausse de production a un impact significatif sur les recettes des algoculteurs estimées à 727 millions d'ariary en 2024, soit une progression de 55%. Le NBS compte 74.400 lignes de culture en mer au 31 janvier, contre 62.000 lignes à la même période l'année dernière, soit une hausse de 20%. « 2024 a été une année passionnante à tous les niveaux. Nous espérons que l'année 2025 la sera tout autant. Nous avons défini des objectifs ambitieux tant sur le volet production que sur notre politique RSE ou notre engagement au sein de la communauté Saint-Marienne » a déclaré Sébastien Jan, Directeur et co-fondateur de NBS.

Et l'année 2025 s'annonce prometteuse. La production d'algues sèches a doublé lors du premier mois passant de 23,5 tonnes en janvier 2024 à 52,8 tonnes en janvier 2025, générant un total de 76.843.100 ariary contre 41.384.700 ariary l'année dernière, soit une hausse de 85%, pour les 116 algoculteurs.

« Ces bons résultats n'arrivent pas par hasard. Ils sont le reflet de l'engagement et de l'expertise des équipes NBS, de la détermination des algoculteurs partenaires » a affirmé Sébastien Jan.

Au mois de juillet 2024, le ministre de la Pêche et de l'économie bleue, Mahatante Paubert, a visité les zones de culture d'algues rouges à Sainte-Marie. Et au mois d'octobre, cette filière a été au cœur d'un atelier organisé dans la Capitale.

Nandritra ny taona 2024 : Nampidi-bola 12,1 miliara Ar ny makamba

HENINTSOA | 04 MARS | LES NOUVELLES

Seha-pihariana anisan'ny mamelona tokantrano maro sy mampidi-bola ny jono. Ny taona 2024, mitotaly hatrany amin'ny 12 miliara Ar ny vola niditra tao amin'ny kitapombolam-panjakana tamin'ny alalan'ny makamba. Misanda hatrany amin'ny 131 tapitrisa Ar ny totalim-bidin'ireo vokatra naondrana. Porofon'izao fa mampidi-bola betsaka ny toekarena manga ary manome asa ho an'ny Malagasy maro ny jono.

Ankoatra izay, niverina nisokatra nanomboka ny 1 marsa teo ny jono makamba rehefa nikatona nanomboka ny telo volana. Nanokatra izany tamin'ny fomba ofisialy tany amin'ny faritra Boeny, Mahajanga ny minisitry ny Jono sy ny toekarena manga, Mahatante Paubert. « Orinasa lehibe miisa dimy izay mampiasa sambo 38 no misehatra amin'ny jono makamba eto Madagasikara », hoy ny minisitry tamin'ny lahateniny. Mampiasa Malagasy tantsambo maherin'ny 1 500 ireo sambo ireo ary miasa amina faritra dimy.

Ankilany, manodidina ny 3 546 taonina (t) ny vokatra makamba azon'ireo mpisehatra tamin'ny taon-dasa, raha 3 065 t kosa ireo vokatra naondrana tany ivelany. Milanja 481 t kosa ireo makamba namidy sy lafo teny an-tsena, hoy hatrany ny fanazavana voaray.

Sehatra manan-danja ny toekarena manga noho izy kitro ifaharan'ny fampandrosoana ny firenena. Na izany aza, mbola ambany ny taham-pamokarana trondro eto Madagasikara. Manodidina ny 142 000 t ny vokatra eto amintsika amin'ny ankapobeny. 112 000 t dia vokatra an-dranomasina, raha 30 000 t eo kosa ny vokatra an-dranomamy. Noho izany, mbola tsy ampy 165 000t ny filana, na izany aza, efa misy ny ezaka ataon'ny minisitry amin'ny alalan'ireo fampitaovana ny mpanjono sy fampiofanana samihafa omena azy ireo.

Stéphanie Delmotte - «Les données, une valeur stratégique comparable à celle de l'or»

VR | 05 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

C'est dans les méandres du MWC 2025, au Fira de Barcelone, que Stéphanie Delmotte, ministre du Développement numérique, des Postes et des Télécommunications (MNDPT), nous donne rendez-vous : Madame la ministre, pourriez-vous nous partager la vision actuelle du MNDPT ainsi que les principales initiatives en cours pour accélérer la transformation numérique du pays ?



Le ministère place désormais les données au cœur de ses priorités, leur conférant une valeur stratégique comparable à celle de l'or. Car sans information fiable, disponible et exploitable, il est impossible de gouverner, d'entreprendre et d'apprendre. Aujourd'hui, à Madagascar, les données sont disséminées entre plusieurs entités économiques qu'il s'agisse de GOTICOM (Groupement des Opérateurs des Technologies de l'Information et de la Communication), des banques primaires, de la banque centrale ou encore différentes entités ministérielles. Il est donc impératif pour nous de mettre en place une véritable gouvernance des données à Madagascar, fondée sur trois actions concrètes :

1. Collecter les données,
2. Les traiter grâce à l'intelligence artificielle et aux applications,
3. Les sécuriser via une politique de régulation garantissant la cybersécurité, la protection des données personnelles et le respect de l'éthique.

Cela passe aussi par l'adoption de plusieurs décrets, notamment des décrets visant à renforcer l'usage de la signature électronique, afin de faciliter et sécuriser la numérisation des opérations administratives.

L'accès à Internet et la réduction de la fracture numérique restent des défis majeurs pour Madagascar. Quelles initiatives votre ministère met-il en place pour améliorer la connectivité et l'inclusion numérique, notamment dans les zones rurales ?

Aujourd'hui, en quelques chiffres :

- La couverture réseau à Madagascar est d'environ 60%,
- La couverture 4G atteint 70 % de la population,

- Le taux de pénétration du smartphone n'est que de 24%.

Cela reste un défi majeur si nous voulons tirer parti de l'intelligence artificielle et de la quatrième révolution industrielle. Il est donc essentiel d'investir dans les infrastructures.

Que faisons-nous concrètement ?

D'abord, nous avons déployé une solution spécifique pour désenclaver les zones rurales en partenariat avec Huawei, avec la technologie Rural Star. Nous allons ainsi installer 73 pylônes, en commençant par la région de Menabe, dont je suis fière. À terme, 95 % du territoire, y compris les zones rurales, seront couverts.

Ensuite, nous collaborons avec DECIM (Digital and Energy Connectivity for Inclusion in Madagascar) un projet financé par la Banque mondiale pour l'inclusion numérique. Nous investissons 55 millions de dollars dans l'extension du réseau de télécommunications, en partenariat avec tous les acteurs du secteur, qu'ils interviennent sur les infrastructures passives ou sur les services actifs. Enfin, nous souhaitons alléger le coût d'accès au numérique. Aujourd'hui, les taxes douanières sur l'importation des smartphones s'élèvent à 40 %, ce qui renchérit considérablement leur prix. Par exemple, un téléphone à 40 dollars revient à 56 dollars, un surcoût de 16 dollars, souvent prohibitif pour les Malgaches.

Pour y remédier, nous travaillons sur la réduction de ces taxes et mettons en place un fonds de 97 millions de dollars via le projet DECIM, afin de démocratiser l'accès aux smartphones. Concrètement :

- 664 000 téléphones seront vendus à des prix symboliques,
- 400 000 smartphones seront spécifiquement dédiés aux femmes victimes de la fracture numérique.

Notre objectif est clair : une véritable inclusion numérique pour tous les Malgaches.

L'intelligence artificielle est l'un des thèmes majeurs du MWC cette année. Comment Madagascar prévoit-il d'adopter cette technologie et quelles opportunités pourrait-elle offrir aux entreprises et aux citoyens ?

Comme je l'ai mentionné plus tôt, l'intelligence artificielle représente un véritable bond en avant. C'est la quatrième révolution industrielle. Actuellement, seuls 130 pays investissent activement dans les technologies de l'information et de la communication (TIC) et dans le numérique.

Si nous manquons cette période charnière, nous risquons d'accumuler un retard considérable d'ici 2030. Comment allons-nous procéder ? Tout d'abord, comme je l'ai souligné précédemment, nous avons besoin de données. Sans des données de qualité, conformes aux normes internationales, il est impossible d'intégrer les données de Madagascar, ou même de l'Afrique, dans les moteurs de l'Intelligence Artificielle.

Il est donc impératif de tirer parti de cette solution, car elle constitue un levier puissant pour l'économie, en termes de performance, d'efficacité, de simplification des procédures, d'accélération de la recherche et d'aide à la décision. Pour

l'instant, notre stratégie consiste à collecter les données à Madagascar, à mettre en place des standards internationaux au sein des data centers que nous allons construire, et à former des compétences numériques pour gérer ces informations et développer des applications. Nous soutiendrons également les innovations dans le développement de solutions axées sur l'Intelligence Artificielle (IA).

En parallèle, nous serons activement impliqués dans Smart Africa. Nous allons collaborer avec cette initiative, qui œuvre à la création d'une convention unique en Afrique sur l'IA, prévue pour être signée autour du mois d'avril. Cet effort commun vise à harmoniser le patrimoine de données africaines et à faciliter l'accès aux infrastructures de l'IA.

«Il est impératif de mettre en place une gouvernance des données»

Comment le gouvernement accompagne-t-il ces acteurs, notamment en termes de financement et de formation ?

Il y a deux actions majeures que nous pouvons déjà citer. La première est le projet PIC3, financé par la Banque mondiale, qui soutient Miary Digital . Ce projet finance une quarantaine de start-ups par cohorte, leur offrant formation et incubation. Après neuf mois d'incubation, ces start-ups peuvent recevoir un financement pour leurs activités.

Nous avons déjà commencé avec une première cohorte de 45 entrepreneurs qui ont réussi, et une deuxième cohorte a débuté, avec une quarantaine d'autres start-ups.

Mais surtout, le MNDPT investit dans la création d'au moins quatre centres numériques à Madagascar. Ces centres seront répartis dans les principales villes : la Capitale, Tamatave, Majunga et Fianarantsoa. Ce sont des hubs destinés à développer des compétences numériques dans des secteurs clés.

Par exemple, nous allons former dans les métiers les plus recherchés à l'international, comme DevOps, Fullstack et Scrum Manager, des métiers extrêmement prisés à l'échelle mondiale. Nous investirons dans le contenu pédagogique adapté à ces métiers.

L'objectif est de fournir non seulement l'infrastructure nécessaire à la formation, mais aussi de garantir que le contenu soit en adéquation avec les besoins des entreprises à l'échelle internationale. Ainsi, nous visons à faire de Madagascar un centre de formation numérique exportable. De plus, pour les jeunes qui ne souhaitent pas suivre une formation longue à l'université, nous offrirons des formations courtes, ciblées sur des périodes de 6 à 18 mois, leur permettant d'obtenir un diplôme qui leur assurera une vie décente dans le secteur numérique.

Qu'avez-vous pensé du MWC25?

C'est un rendez-vous que Madagascar ne doit pas manquer. Il faut absolument que Madagascar parle de ses magnifiques opportunités numériques et surtout, qu'elle exprime sa volonté de s'allier à des partenariats comme Smart Africa ou l'Union européenne, et même aux puissances mondiales. Car il y a tellement de choses à apprendre et ça va très, très vite.

On ne peut pas développer les TIC (Technologie de l'Information et de la Communication) seul en tant que pays. Il faut vraiment une coopération à l'échelle transnationale, continentale, voire planétaire. Il est essentiel de continuer à faire parler de Madagascar, non seulement pour solliciter l'aide des partenaires techniques et financiers, mais aussi pour promouvoir les avantages de faire de Madagascar une destination numérique, grâce à sa population jeune, et à ses infrastructures déjà très stables.

Il y a eu d'énormes progrès dans le secteur des TIC. Nous avons également le BPO (Business Process Outsourcing) avec les call centers, qui sont très enthousiastes à l'idée d'utiliser la langue française pour s'implanter dans notre pays.

Nous allons continuer à investir dans l'intelligence artificielle et dans les modèles multilingues pour aller encore plus loin. C'est ce que nous allons faire, transformer Madagascar en un pays où l'on a envie de venir investir dans le numérique.

BANQUE - La Poste se lance dans la microfinance

IRINA TSIMIHALY | 04 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Paositra Malagasy élargit son rôle avec Paositra Finances, facilitant l'accès au crédit pour les Malgaches. Son ambition : évoluer vers une banque postale au service du développement.

La Paositra Malagasy évolue. Longtemps cantonnée aux services postaux, l'institution s'est récemment engagée dans la microfinance, afin de faciliter l'accès au crédit pour les Malgaches. C'est ce qu'a annoncé l'institution hier, lors d'une conférence tenue dans ses locaux à Ivandry. Grâce à son vaste réseau de bureaux de poste, elle ambitionne de rapprocher les services bancaires des populations, en particulier celles qui en sont encore exclues.

Depuis l'ouverture de sa première agence en septembre 2024 à Antaninarenina, Paositra Finances s'est rapidement développée, comptant aujourd'hui 20 agences réparties à travers Madagascar. Cette expansion témoigne de la demande croissante en services financiers accessibles, à laquelle l'institution entend répondre efficacement.

« Nos services financiers sont désormais accessibles à tous. Nous voulons proposer des offres adaptées aux besoins des Malgaches et les accompagner dans leurs projets », affirme Joela Andriamavotiana, secrétaire général de Paositra Finances.

L'institution propose déjà plusieurs produits destinés aux particuliers et aux entrepreneurs. Ketraka est un crédit dédié aux salariés du privé et aux fonctionnaires, actifs ou retraités. Herijika est une solution conçue pour les entrepreneurs et travailleurs indépendants. Avec ces offres, l'objectif est de rendre le crédit plus accessible et moins contraignant, afin de favoriser l'investissement.

À l'occasion du mois de la Femme, Paositra Finances accorde une attention particulière aux femmes, qui représentent près de la moitié de sa clientèle. Pour encourager leur autonomie économique, une initiative spéciale a été lancée : durant tout le mois de mars, les femmes seront exonérées de frais de dossier pour leurs demandes de

crédit. « Ce n'est qu'un début, car Paositra veut aller plus loin en proposant des financements mieux adaptés aux besoins des entrepreneures et des travailleuses malgaches », ajoute-t-elle.

Voir plus grand

Loin de se limiter à la microfinance, Paositra Malagasy affiche des ambitions plus vastes. L'institution souhaite évoluer vers un modèle de banque postale, offrant un éventail complet de services financiers.

« On ne veut pas se contenter d'être un acteur du courrier. On veut élargir nos activités et explorer d'autres secteurs. La banque est une étape naturelle pour nous », explique Manoa Andrianavalona, directeur commercial, marketing et communication.

Avec son réseau unique de bureaux de poste à travers le pays, Paositra dispose d'un atout majeur pour atteindre une population qui, jusqu'ici, avait un accès limité aux services bancaires.

L'entrée de Paositra Malagasy dans le secteur financier ne relève pas uniquement d'une stratégie commerciale. L'institution entend aussi répondre aux défis économiques du pays. En facilitant l'accès au crédit et aux services bancaires, elle espère stimuler l'entrepreneuriat, réduire les inégalités et contribuer au développement économique. Avec l'ambition de devenir une banque accessible à tous, Paositra Finances entend démontrer qu'elle est bien plus qu'un simple service postal : un acteur du changement pour Madagascar.

Nouveaux prix des carburants : le sans-plomb en baisse, le gasoil et le pétrole lampant en hausse

ARH. | 04 MARS | LES NOUVELLES

Depuis minuit, les prix des carburants ont de nouveau été ajustés. C'est la troisième révision des prix opérée depuis le début de l'année. Le prix du sans-plomb baisse, alors que ceux du gasoil et du pétrole lampant ont augmenté comme il a été confirmé par l'Office malgache des hydrocarbures (OMH).

Le sans-plomb continue sa baisse avec un prix qui s'affiche désormais à 5.320 ariary le litre, soit une réduction de 180 ariary. Ce carburant avait déjà enregistré des baisses successives de 200 ariary en janvier (5.700 ar/l) et février (5.500 ar/l).

A l'inverse, le gasoil connaît une nouvelle hausse. Son prix passe de 4.890 ariary à 4.970 ariary le litre, soit une augmentation de 80 ariary. Ce carburant, largement utilisé par les transports en commun, avait déjà subi une hausse en février. Le pétrole lampant suit cette tendance haussière avec une augmentation de 200 ariary, atteignant 2.830 ariary le litre.

Ces ajustements découlent effectivement de l'application du «mécanisme d'ajustement automatique des prix des carburants», mis en place depuis janvier. Selon le ministre de l'Energie et des hydrocarbures, Olivier Jean-Baptiste, cette réforme implique un changement des prix chaque début de mois, entre le 1er et le 5. «Les consommateurs devraient effectivement commencer à s'habituer au changement des prix à la pompe au début de chaque mois, entre le 1er et le 5 du mois», avait-il souligné.

Variations limitées à 200 ar/l

Les variations de prix ne devraient pas dépasser 200 ariary et restent liées au cours international du baril ainsi qu'au taux de change. Depuis janvier, les tendances divergent selon les types de carburants : le sans-plomb baisse régulièrement, tandis que le gasoil et le pétrole

lampant connaissent des hausses progressives. Le ministre Olivier Jean-Baptiste avait déjà indiqué que « les subventions destinées, juste pour le pétrole lampant en 2024, s'élevaient à plus de 90 milliards ariary ». L'Etat ayant mis fin aux subventions sur le pétrole lampant, son prix risque encore d'augmenter dans les prochains mois.



L'application de ce mécanisme était une condition pour le décaissement de la deuxième tranche du programme de Facilité élargie de crédit (FEC) et du Fonds pour la résilience et la durabilité (FRD) du Fonds monétaire international (FMI). L'objectif est de réduire progressivement les subventions de l'Etat aux compagnies pétrolières et de respecter les engagements pris avec le FMI.

En raison du retard dans la mise en œuvre de cette réforme, l'examen du dossier de Madagascar par le Conseil d'administration du FMI, initialement prévu en novembre, n'a eu lieu que le 26 février dernier. Cela a finalement permis un décaissement immédiat de 77,4 millions de DTS (environ 101 à 103 millions de dollars, selon le taux de change).

Collaboration - Renforcement des capacités de la Douane avec Afritac

IRINA TSIMIJALY | 06 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Dans le cadre de son plan de modernisation 2025-2029, la Douane bénéficie de l'appui d'Afritac Sud et du Fonds monétaire international (FMI) pour améliorer ses systèmes d'audit interne et de contrôle de gestion.



L'objectif est d'optimiser l'efficacité des services douaniers et de renforcer la transparence des processus.

Du 3 au 6 mars, Madagascar a accueilli deux experts : Stephen Mendes, d'Afritac Sud/FMI, et Summita Moorooogen, directrice de l'audit interne à la Mauritius Revenue Authority. Ils ont animé des ateliers de renforcement de capacités en collaboration avec les équipes locales, afin de leur fournir des méthodes de gestion modernes et efficaces.

Selon Stephen Mendes, « Nous cherchons à rendre la Douane malgache plus autonome dans la gestion de ses ressources, afin d'en faire un modèle d'efficacité ». De son côté, Summita Moorooogen souligne l'importance des échanges régionaux : « Les discussions entre pays voisins sont essentielles pour accélérer la modernisation des services douaniers et garantir leur pérennité ».

Cette initiative s'inscrit dans une vision de développement économique à long terme. En modernisant ses pratiques, la Douane vise à assurer une gestion plus optimisée et transparente de ses ressources, tout en renforçant sa compétitivité face aux défis du commerce international.

Empreinte verte : la Star renforce son engagement écologique

ARH. | 06 MARS | LES NOUVELLES

En concrétisation de ses activités de Responsabilité sociale d'entreprise (RSE), la Star s'engage activement pour la préservation de l'environnement. En 2024, l'entreprise a mis en place plusieurs initiatives concrètes pour réduire son empreinte écologique, à commencer par sa pépinière à l'usine Malto à Antsirabe, qui fournit des plants pour ses sites de production et pour ses partenaires externes.

Plus de 80.000 jeunes plants ont été produits cette année, dans l'optique de soutenir les campagnes de reboisement de 2025. Ces jeunes arbres ont été répartis sur plusieurs sites de la Star. L'usine Ambatolampy a ainsi reçu 12.500 plants, Andranovelona 8.500, Antsirabe 3.100 et Malto 2.700. En outre, plus de 8.000 plants ont été offerts aux collectivités locales, partenaires institutionnels, paysans

et écoles, permettant à ces acteurs d'apporter leur propre contribution à la préservation de l'environnement. Aussi, plus de 20.000 plants sont en réserve pour les besoins des paysans tout au long de l'année 2025.

L'engagement de la Star ne s'arrête pas là. Les collaborateurs de l'entreprise ont également été invités à planter des arbres près de chez eux. Grâce à cet effort collectif, plus de 6.000 plants ont été mis en terre en 2025.

La Star entend ainsi pérenniser son action écologique et renforcer son impact positif, en respectant les normes nationales en vigueur. Ces initiatives ambitionnent de répondre concrètement aux besoins environnementaux. Il s'agit aussi d'impliquer toutes les parties prenantes dans cette démarche responsable.

Performance – Le risque de faire faillite pour les sociétés à participation majoritaire de l'Etat est “faible”, selon le ministère des Finances

06 MARS | 2424.MG

Antananarivo, 5 Mars, 9h25 – Tout sauf faire faillite. Des risques sont à considérer concernant les entreprises à participation majoritaire de l'Etat, que ce soit en matière de rentabilité, de liquidité ou encore de solvabilité. Mais le ministère de l'Economie et des finances (MEF) estime que le risque pour ces entreprises de faire faillite est “faible”, en se basant sur la notation globale des risques. C'est ce

que ce département expose dans le Document budgétaire annexé à la loi des Finances initiale (LFI) 2025.

En matière de liquidité, le MEF estime que les risques sont très faibles pour les sociétés à participation majoritaire de l'Etat sous revue. Ces entreprises pourraient faire face à leurs passifs à court terme en liquidant leurs actifs à court terme.

Les risques sont modérés en matière de rentabilité. Ces sociétés sont, selon le MEF dans leur globalité, capables de générer des revenus suffisants pour couvrir les dépenses de fonctionnement. Elles aussi sont capables de produire des bénéfices à partir des actifs en leur possession et du capital investi, estime le ministère chargé des finances. C'est en matière de solvabilité que les risques sont élevés. Bien que ces entreprises soient généralement solvables, beaucoup d'entre elles enregistrent un endettement très important. Ce qui peut, selon le ministère, entraîner

des difficultés à assurer les services de la dette qu'elles détiennent.

Comme rappelé dans ce document budgétaire, sur les 51 sociétés du portefeuille de l'Etat, 23 sont à participation majoritaire de l'Etat et 28 à participation minoritaire de l'Etat. "Une société est à participation majoritaire de l'Etat quand l'Etat détient une part égale ou supérieure à 50% dans le capital social", rappelle le ministère de l'Economie et des finances.

Microfinance – Paositra Finances marque sa présence sur six grandes villes à Madagascar

06 MARS | 2424.MG

À ce jour, huit agences sont en activité à Antananarivo, deux agences chacune à Antsirabe et à Fianarantsoa, trois à Mahajanga et Toamasina, et deux à Antsiranana. Se disant consciente du besoin d'inclusion financière dans d'autres régions, l'institution prévoit d'ouvrir huit nouvelles agences au cours des six prochains mois.

"Nous ne sommes pas encore présents dans la partie Sud et le Sud-Ouest", reconnaît Heritiana Andrianalisoa. Il souligne donc que "les huit nouvelles agences à venir seront installées dans cette partie de la Grande île.

Pour étendre sa clientèle, et dans le cadre de la Journée internationale des droits de la femme, Paositra Finances met l'accent sur les femmes à travers le label « Ampela Paré », une initiative visant à soutenir l'entrepreneuriat féminin. Pour encourager les projets portés par des femmes, l'institution offre la gratuité des frais de dossier sur les demandes de crédit. Avec cette expansion et ces initiatives, Paositra Finances confirme son rôle clé dans l'inclusion financière et le développement économique à Madagascar.

Sécurité alimentaire et nutrition : Conférence des pays membres de la COI à Antananarivo du 19 au 21 mars

ANTSARA. | 07 MARS | MIDI-MADAGASIKARA

Madagascar sera l'hôte de la Conférence ministérielle sur la sécurité alimentaire et la nutrition, sous l'égide de la Commission de l'océan Indien (COI) et en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

S'inscrivant dans le cadre du Programme-cadre régional de sécurité alimentaire et de nutrition (PRESAN), cette rencontre régionale bénéficie du soutien de l'Union européenne (UE) et de l'Agence française de développement (AFD) à travers le programme « COI Horizon 2030 ». Face aux défis du changement climatique, des crises économiques et des besoins nutritionnels croissants, la conférence vise à renforcer la coopération régionale pour bâtir des systèmes agricoles et alimentaires inclusifs, durables et résilients. Les discussions réuniront les ministres des États membres de la COI (Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles, La Réunion – France), ainsi que des acteurs du secteur privé, investisseurs, chercheurs, partenaires techniques et organisations de la société civile.

Actualisation

Un des résultats attendus est l'actualisation du PRESAN, avec une priorité donnée à la création d'espaces agricoles régionaux. L'objectif est de stimuler la production locale, l'agro-industrialisation et le commerce intrarégional, tout en attirant des investissements dans les chaînes de valeur

agricoles et les infrastructures de transformation. Selon les organisateurs, la participation active du secteur privé et des investisseurs est vivement encouragée.



D'après eux, ce rendez-vous sera une opportunité pour identifier et soutenir des projets innovants qui contribueront à une meilleure autonomie alimentaire de la région. Avec cette conférence, Madagascar et ses voisins affirment leur volonté commune de sécuriser l'avenir alimentaire de l'océan Indien, en misant sur une agriculture durable et un commerce renforcé au sein de la région.

Vakinankaratra : Création de nouvelles opportunités d'affaires

ARH. | 07 MARS | LES NOUVELLES

Le Vakinankaratra a récemment accueilli la deuxième édition du Forum Clients organisé par Sipem Banque à Antsirabe. Cet événement, destiné aux entrepreneurs, TPE et PME locales, a été une occasion pour les acteurs économiques du Vakinankaratra de promouvoir l'échange d'idées, le partage d'expériences et la création de nouvelles opportunités d'affaires.

Dans un cadre propice aux rencontres, ce forum a offert aux entreprises de la région des conseils et des solutions financières adaptées à leurs besoins. L'objectif principal était de renforcer le réseau professionnel des entrepreneurs locaux et de leur fournir des outils pour mieux se développer.

Un des points forts de cette édition a été l'accent mis sur les femmes entrepreneures. A l'occasion de la Journée internationale des femmes, Sipem Banque a réaffirmé son

engagement envers l'inclusion financière. La directrice générale adjointe de la banque, Lanja Randriatsimalona, a souligné que « 63% des prêts octroyés par l'institution sont destinés aux femmes ». Soit, un engagement pour soutenir l'autonomisation économique des femmes et leur intégration dans le secteur entrepreneurial.

Cette responsable a également rappelé que « le succès se construit collectivement, et que la banque est là pour accompagner les PME malgaches, notamment les femmes entrepreneures, à chaque étape de leur parcours ». De plus, lors de cet événement, les partenaires commerciaux de Sipem Banque ont été présentés, facilitant ainsi l'accès à des prêts préférentiels pour des investissements tels que l'achat de véhicules ou l'acquisition de solutions d'énergies renouvelables pour les entreprises.

Développement de Madagascar : les petites entreprises prêtes à apporter leur contribution

JEAN RIANA | 07 MARS | LES NOUVELLES

Les petites entreprises sont prêtes à apporter leur contribution dans le développement de Madagascar. L'association des entreprises malgaches ou Fikambanan' ny Orinasa Malagasy (FOM) a montré sa volonté dans ce sens lors de la rencontre avec le ministre de l'Industrialisation, David Ralambofiringa à Ambohidahy, le 4 mars.

La FOM est prête à collaborer avec le gouvernement pour promouvoir l'industrie en vue d'augmenter le PIB à Madagascar. Depuis sa création en 2017, l'association cherche à développer les petites et moyennes entreprises en accordant une importance particulière aux femmes et aux jeunes entrepreneurs. La plupart de ses membres œuvrent dans le commerce, le transport, la construction d'infrastructures, la formation, le numérique, l'artisanat... Le renforcement de compétence dans la gestion d'entreprises est au cœur de ses actions à l'heure actuelle, dans

le but de bénéficier des financements des banques ainsi que des formations.

« Il existe des outils et des plans précis pour soutenir les petites et moyennes entreprises qui intègrent pleinement la stratégie nationale de l'industrialisation », a fait savoir le ministre David Ralambofiringa. Il a ajouté qu'il n'y a que la statistique qui permet de mettre en place une stratégie à long terme dans ce sens. D'après les chiffres qui émanent du bureau de la FOM, 98% de l'économie de Madagascar proviennent des petites entreprises. Le ministre a attiré l'attention des membres de cette association sur la tenue de la Semaine de l'industrialisation qui se déroulera vers la fin du mois de juillet pour qu'ils prennent d'ores et déjà leur disposition pour pouvoir participer à cet événement.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

